

# Le 9 Mai 2019, PUBLIC, PRIVE, TOUS ENSEMBLE !

En raison d'une politique sociale et économique qui favorise la rémunération du capital, les inégalités sociales se creusent. Une très large partie de la population est de plus en plus précaire et en souffrance. Le 9 mai 2019, exigeons un retour à la démocratie, un changement de cap radical avec comme priorité les intérêts de tous et non les intérêts d'une minorité de très riches.

## POUR LA PROTECTION SOCIALE

La sécurité sociale est l'une des cibles de la politique du gouvernement qui souhaite la faire disparaître au profit du système privé d'assurance maladie.

Or, la protection sociale est le premier barrage contre la précarité et la misère.

En détruisant la protection sociale, c'est notre assurance maladie, notre famille, notre santé au travail et nos retraites qui sont attaquées.

Oui, nous affirmons que nous avons tous droit à la sécurité sociale, droit chèrement conquis par les salariés, destiné à les protéger du chômage et de la maladie.

Nous exigeons le maintien d'une protection sociale de haut niveau pour tous, fidèle aux idéaux qui ont guidé sa création : chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins sur le principe de la solidarité.

Le financement de la sécurité sociale ne doit pas être soumis à la rentabilité et aux désirs de profits de quelques-uns.

## POUR UN ACCES AUX SOINS DE QUALITE POUR TOUS

Les hôpitaux publics, sur tout le territoire, devraient être la garantie de cet accès.

Or, les soignants sont en burn-out, trop peu nombreux, sans les moyens nécessaires. Les maternités ferment. Les lits sont supprimés.

Qui n'a pas été confronté à l'attente sans fin aux urgences ? au lit dans un couloir ? ou au retour chez soi sous la surveillance d'un « tiers de confiance » faute de place et de moyens humains pour être gardé en observation ? Qui a envie, en cas d'urgence, d'avoir des kilomètres à faire avant le 1<sup>er</sup> médecin ?

Qui, dans la société, peut financer ses dépenses de santé ou même seulement les dépassements d'honoraires du privé ?

Près de quatre millions des Français n'ont pas de mutuelle.



## POUR L'EGALITE DES CHANCES : L'INSTRUCTION

L'État doit assurer l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture.

Or, depuis plusieurs années, le système scolaire se dégrade : fermetures de classes et d'écoles, pénurie d'enseignants, classes surchargées...

Les proviseurs font de la course à la statistique leur priorité, au détriment d'une prise en charge des besoins et difficultés des élèves.

De plus en plus d'élèves sont en situation de mal-être dans une école déshumanisée.

Les enfants présentant des difficultés particulières peinent à être intégrés dans un système sans moyens humains nécessaires.

Est-il normal de devoir faire appel à des professeurs privés (payants) pour arriver à un niveau normal d'instruction ?



L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque est un devoir de l'État.

# De l'argent, il y en a !

On nous dit qu'on coûte cher, mais quand une banque ou une grande entreprise éternue, un gros chèque tombe des mains de l'État.

Alors, oui, de l'argent, il y en a, mais les choix politiques actuels sont tournés vers la libéralisation. Les bénéficiaires en sont les grosses entreprises et les actionnaires.

Et pour faire passer la pilule, de faux chercheurs ou experts auto-désignés passent en boucle à la télévision (par exemple l'IFRAP, fondation ultra-libérale très éloignée de toute rigueur scientifique, experte du lobbying au Parlement, dirigée par des chefs d'entreprise...) pour critiquer le taux des prélèvements obligatoires et le niveau de la dépense publique en France.

## Alors, la France, championne des prélèvements obligatoires ?

Effectivement, ce taux est plus faible dans les pays où l'assurance maladie, l'enseignement et les régimes de retraite sont très largement privés. Mais est-ce une bonne chose pour le citoyen ? Et même pour l'État ?

À quoi ressemblerait notre quotidien et notre société sans impôts ni cotisations sociales ? Êtes-vous prêts à financer tous vos soins, toutes les études de vos enfants, l'intervention de sécurité privée, la sortie des pompiers... ?

De plus, les comparaisons internationales montrent que socialiser les dépenses coûtent en réalité moins cher à l'ensemble de la société.

La libéralisation est présentée comme la solution miracle pour insuffler, dans des secteurs qu'on qualifie intentionnellement de « sclérosés », une concurrence synonyme de prix accessibles, de

services de meilleures qualités, d'une plus grande variété de choix, d'une meilleure innovation. Mais qu'en est-il vraiment ?

Dans le domaine des relations sociales, la tendance est à la précarisation des emplois.

La logique de profit conduit à une augmentation constante des tarifs (postes, énergies...), à une diminution de l'implantation territoriale (plateformes téléphoniques, services par internet...), à une dégradation matérielle (transport ferroviaire...).

La France n'est pas « sur-administrée ». Elle se situe loin derrière les pays scandinaves, derrière le Canada et juste devant le Royaume-Uni. Elle devient même sous-administrée comme le souhaite le gouvernement : pas assez de personnel = pas de réponse, pas d'accueil, un mauvais service... et vous devez vous tourner vers internet ou un service privé payant, ce qui vous coûtera au final plus cher qu'un impôt juste.

## JUSTICE FISCALE :

Dans un système fiscal juste, chacun doit contribuer à hauteur de ses moyens et a accès aux mêmes services et aux mêmes droits fondamentaux : éducation, santé, sécurité...

Dans un système fiscal juste, il faut réduire les impôts dits « proportionnels » (TVA, taxes sur les carburants...), qui sont payés au même taux par tous, riches ou pauvres.

Dans un système fiscal juste, il faut augmenter les impôts dits « progressifs », qui sont payés par tous, mais à hauteur de ses moyens.

Or, pour l'instant, il ne représente que 8 % des prélèvements obligatoires... à la grande satisfaction des plus riches.

**L'UD CGT appelle tous les syndicats du département à tenir des AG, construire des cahiers revendicatifs, décider d'appel à la grève le 9 mai (n'oubliez pas de déposer les préavis) et à participer aux manifestations à :**

- Bayonne 10h 30, Place Ste Ursule
- Pau 10 h 30, Place de Verdun.

**OUI AUX SERVICES PUBLICS POUR DES CONDITIONS DE VIE DECENTES POUR TOUS !**